DÉCLARATION DE CANDIDATURE

Conforme à la directive 2014/24/UE · Art. R.2143-4 du Code de la commande publiq

ACHETEUR PUBLIC	RÉFÉRE
Foncière Commerce Développement Aix Marseille Provence (FCD AMP)	SEM-C

OBJET DU MARCHÉ
Travaux d'aménagement d'un restaurant dans un local existant à Ber étang

LOT(S)	DE REMISE DES OFFRES
Lot 03 - Menuiserie extérieure	/10/2026 à 12h00

Partie I : Informations concernant l'opérateur économique

A : INFORMATIONS CONCERNANT L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE

Identification :	Réponse :
Nom :	CR OCIA
TVA / Numéro national :	TVA : F 45 9 SIRET : 1234567 014
Adresse postale :	123 Rue du doc ent - 75000 PARIS
Téléphone :	0 0000 0
Courriel :	ac eadocia.fr
Adresse internet *(le cas échéant)* :	www. eadocia.fr

ormation érales :	Réponse :
L'opérateur éco omi est-il une micro, une petite ou u moyenne entreprise ?	◉ Oui ○ Non
Le cas échéa t l'opérateur économique est-il inscri une li d'opérateurs économiques agréés ou est-il muni d'u équiva (ex. : systè atio de (pré)qualification) ? **Si la rép est oui :** Veuillez répondre aux a parties de la pré e se la section B et le cas échéant à la sect plir la p ie V et, dans tous les as, compléter et signer la partie	○ Oui ◉ Non bjet

Forme de partic n :	Réponse :
L'opérateur économique participe-t-il à la proc e de passation de marché avec d'autres ?	◉
	Si la r se oui, veillez à ce que les autres parties concernées fassent un form UME distinct.
	a) Pôle dans upement (Mandataire ou cotraitant) : dataire
	Autres érateurs économiques partic ant joint ement :
	Nom : CREA — Adresse : 125 rue de l'adresse — SIRET : 456789
	Le cas échéant, nom du groupement participant :

B : INFORMATIONS LATIVES PRÉSENTANTS DE ÉRATEUR ÉCONOMIQUE

Représentation, le cas éché	Réponse :
Nom complet ; accompagné de la date et du lieu de naissance, s essaire :	A DO
Fonction / agissant en qualité de :	CEO
Adresse postale :	5 Ru 000 PARIS
Téléphone :	600000 06
Courriel :	cor eadocia.fr
Informations détaillées sur la représentation (forme, étendue, finalité, ...) :	

C : INFORMATIONS CONCERNANT LES SOUS-TRAITANTS AUX CAPA ÉS DESQUELS L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE N'A PAS RECOUR

Sous-traitance :	Réponse :
L'opérateur économique a-t-il l'intention de sous-traiter une part du marc à des tiers ?	◉ Oui ○ Non
	Nom — Adresse — SIRET — Presta s sous-trai

Créa IA
VISUEL CREADOCIA

Partie II : Motifs d'exclusion

A : MOTIFS LIÉS À DES CONDAMNA

L'article 57, paragraphe 1, de la directive 2014/24/UE définit les motifs d'exclusion suivants :

1. Participation à une organisation criminelle ;
2. Corruption ;
3. Fraude ;
4. Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes ;
5. Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
6. Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains.

Motifs liés à des condamnations pénales en vertu des dispositions nationales mettant en œuvre les motifs définis à l'article 57, paragraphe 1, de la directive :	Réponse :
L'**opérateur économique lui-même** ou **toute** personne membre de son o ane administratif, de gestion ou de surveillance ont-ils fait l'objet d'une **condamnation prononcée par jugement définitif** pour l'un des motifs énumérés ci-dessus, cette condamnation ayant été pronoc il y a pl de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encor pplic ble ?	○ Oui ◉ Non *Si documents disponibles par voie électronique :*

B : MOTIFS LIÉS AU PAIEMEN IMPÔTS ET TAXES OU DE COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

Paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale :	Réponse :
L'opérateur économique a-t-il r toutes ses **obligations** relatives au paiement d'impôts et taxes ou d tisations de urité sociale, tant dans le pays où il est établi que dans l'État membre du p oir adjudicateur ?	◉ Oui ○ Non

[illegible] INSOLVABILITÉ, AUX CONF S D'INT ETS OU À UNE FAUTE PROFESSION LE

Informations concernant u / ev s conflits d'inté ou onnelle	Réponse
L'opérateur éco e , manqué à ses obli dans le domaine du **droit en onn ocial e du travail** ?	○ O ◉ Non
L'opérateur économi dans l'une des situations suivantes : en état de **faillite**, fait l'objet d'u ure d'**insolvabilité** ou de liquid conclu un **concordat prév f**, est essation vités, ses biens sont trés par un liquidate ou p és sous administration judiciaire ?	○ Oui ◉ Non
L'opérateur éco e est-il coupable d'une **faute essionnel grave** ?	○ Oui ◉ Non
L'opérateur économique a-t-il conclu des **accords** s opé urs économiques **en vue de fausser la concurrence** ?	○ Oui ◉ Non
L'opérateur économique a-t-il connaissance d lit d'inté é par sa participation à la procédure ?	○ Oui ◉
L'opérateur économique, ou une entreprise i est liée, a elle **conseillé** le pouvoir adjudicateur ou été autrement **asso e) à la préparation** de la procédure ?	○ Oui ◉ Non
L'opérateur économique a-t-il on d'un marché public antérieur ou de **dommages et intérêts** comparab ans le cadre d'un marché ou d'une concession antérieure ?	○ O ◉ N
L'opérateur économique peut-il confirmer qu'il ne s'est pas rendu coupable **fausses déclarations**, n'a pas **caché** d'informations, a pu présenter sans d les documents justificatifs requis, et n'a pas entrepris d'**influencer indû** processus décisionnel ?	◉ ui ○ on

D : AUTRES MOTIFS D'EXCLUSION POUVANT ÊTR EVU R LE DROIT INTERNE DE L'ÉTAT MEMBRE DU POUV DJUDICATEUR

Motifs d'exclusion purement nationaux	Réponse :
Les **motifs d'exclusion purement nationaux** précisés dans les de marché s'appliquent-ils ?	○ Oui ◉ Non *Si documents disponibles voie électronique :*

Par l : Critères de sé

En ce qui concerne les critères de sélection, l'opérateur éco que déclare que :

A : INDICATION GLOBALE POUR TOUS LES CR ÈRE CTION

Respect de tous les critères de sélection requis	Réponse
Il satisfait aux critères de sélection requis :	◉ O ○ Non

A : APTI

Aptitude	Réponse
1) Inscription au registre professionnel ou au registre du commerce : Si documents disponibles par voie électronique	

B : CAPACITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Créa IA
VISUEL CREADOCIA

Capacité économique et financière	Réponse :
1) Son **chiffre d'affaires annuel** («général») pour le nombre d'exercices requis dans les documents de marché :	ice : CA : 123000 exercice 1230 exerci 3000 *voie électronique :*
2) Son **chiffre d'affaires annuel spécifique** dans le domaine d'activité couvert par le marché :	exercice 202 A spécifique : 100% exercice : CA spécifique : 100% exer 023 CA spécifique : 100%
3) Date de création de l'entreprise si les données CA ne sont pas disponibles pour toute la période demandée :	
5) Le montant couvert par l'**assurance contre les risques professionnels** : Si disponible par voie électronique :	document joint à la candidature
6) Autres exigences économiques ou financières précisées dans le RC *(le cas échéant)* : Si disponible par voie électronique :	**Voir document joint à la candidature**

C : CAPACITÉS TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

Capacités techniques et professionnelles	Réponse :
1) **Uniquement pour les marchés publics de travaux :** Pendant la période de référence, l'opérateur économique a exécuté les travaux du type suivant : Si documents pertinents disponibles par voie électronique :	oir document joint à la candidature
2) Technicien ou organismes techniques pouvant être mobilisés, notamment ceux responsables du contrôle de la qualité :	Non demandé
3) Équipement technique et mesures pour s'assurer de la qualité :	Non demandé
6) Titres d'études et professionnels détenus par le prestataire même et/ou par le personnel d'encadrement :	Non demandé
7) Mesures de gestion environnementale lors de l'exécution du marché :	Non demandé
8) Effectifs moyens annuels et nombre de cadres - 3 dernières années :	2025 res : 2 2024 : 12 adres : 2 2023 : 10 cadres : 2
9) Outillage, matériel et équipement technique disponible pour l'exécution du marché :	
10) Part du marché que l'opérateur économique a l'intention d'éventuellement sous-traiter :	
Certifications et qualifications professionnelles pertinentes *Ex. : Qualibat, Qualifelec, RGE, MASE…* Si exigées dans le RC :	

Déclarations finales

Les soussignés déclarent sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration.

Les soussignés déclarent formellement pouvoir fournir, en mesure et sur demande et sans délai, les certificats et autres formes de pièces justificatives.

Les soussignés consentent formellement à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document unique de marché européen aux fins de la procédure de passation concernée.

FAIT À	PARIS	LE	22/10/2026
QUALITÉ DU SIGNATAIRE	CEO	NOM, PRÉNOM	CREA DOCIA
SIGNATURE			

Crea IA
VISUEL CREADOCIA